

Le drame des migrants, fruit de la lâcheté des dirigeants européens

Article rédigé par *Gilles Ardinat*, le 20 juillet 2017

Volontairement passée sous silence le temps de la séquence électorale, la crise migratoire fait son retour dans les grands médias.

Volontairement passée sous silence le temps de la séquence électorale (présidentielle et législative), la crise migratoire fait son retour dans les grands médias : squat de la porte de la Chapelle, Calais, Vintimille... les reportages quotidiens rappellent la gravité de la situation. En 2016, la France a accueilli près de 100.000 «migrants» qui s'ajoutent aux 230.000 immigrés légaux bénéficiant d'un titre de séjour. Ce flux sera sans doute encore plus élevé en 2017.

Cependant, la cause réelle et profonde de ce flot considérable n'est jamais soulignée par les journalistes. Ceux-ci invoquent «la guerre» ou «la misère» pour justifier ces déplacements massifs de population en direction de l'Europe. En réalité, ces «migrants» prennent la route de l'exil car ils y sont incités par nos dirigeants. Disons-le sans ambages : ce sont la politique d'accueil (très généreuse) et le laxisme de la classe politique européenne qui génèrent le chaos migratoire.

La preuve nous en est donnée par de nombreux pays très développés qui ne connaissent aucun problème d'immigration. Par exemple, le Japon, malgré sa richesse, n'attire aucun «migrant» car il applique une politique très stricte basée sur le droit du sang et la tolérance zéro vis-à-vis des clandestins. La Corée du Sud et Taïwan suivent la même méthode avec succès alors que des millions de malheureux et d'opprimés vivent à proximité de ces îlots de prospérité (Philippines, Corée du Nord, Indonésie...). Ni la Russie ni les richissimes pays du Golfe ne voient arriver ces «migrants». Par exemple, les Érythréens préfèrent faire 5.000 kilomètres pour venir en France (où ils seront généreusement pris en charge) plutôt que de traverser la mer Rouge pour atteindre l'Arabie saoudite voisine. En dépit de ses milliards de pétrodollars, l'État saoudien ne donne aucun avantage aux clandestins. Avec la même fermeté, l'Australie a mis fin en 2013 à une crise migratoire majeure grâce à son programme «frontières souveraines». L'État australien a repoussé systématiquement les embarcations et diffusé des messages dissuasifs à destination des pays de départ. Le nombre de boat-people est ainsi passé de plus de 20.000 (2012) à zéro et les morts par noyade ont cessé.

La France et l'Europe paient les conséquences, non pas de la guerre et de la misère du tiers-monde, mais de l'aveuglement criminel de leurs dirigeants. Lorsque Édouard Philippe annonce, le 12 juillet, la création de 12.500 places d'accueil supplémentaires, il envoie un message aux candidats à l'exil: la France va continuer, malgré sa situation identitaire, sécuritaire et économique alarmante, à accueillir des immigrants. Ces signaux, relayés par nos collectivités locales et le monde associatif subventionné, aggravent donc le problème. Nos politiques incitent clairement les «migrants» à venir en France, puisque notre pays leur accorde de nombreux avantages (que la plupart des pays du monde leur refusent). Tout laxisme dans l'accueil, la prise en charge ou le financement des «migrants», toute régularisation génèrent immédiatement de nouveaux départs. Lorsqu'un clandestin est logé, formé ou financé, ses proches restés au pays le savent et veulent légitimement bénéficier des mêmes largesses. Ce cercle vicieux, aggravé par le droit au regroupement familial, crée une situation que le géopolitologue Alexandre del Valle qualifie justement de « *conquête humanitaire* » de l'Europe.

Accueillir des «migrants» avec l'argent du contribuable n'est en rien humaniste. Cela relève au contraire d'un aveuglement désastreux. En outre, cette immigration profite aux réseaux de passeurs et aux mafias, au

patronat sans scrupule qui exploite les étrangers et aux islamistes qui voient dans ces cohortes d'immigrés un cheval de Troie pour investir l'Europe. Loin d'être «généreux», nos dirigeants sont en définitive responsables d'une erreur d'appréciation criminelle.

[Source : Boulevard Voltaire]